

hebdomadaire

n° 3029 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE

Ouvrière

GRÈCE: LA VIE À L'HEURE DE LA CRISE

Le peuple hellène est soumis à une austérité sans précédent, dont les conséquences au quotidien sont souvent dramatiques (lire pages 17 à 19).

AGIR événements

La négociation
interprofessionnelle
«compétitivité-emploi»
fait du surplace à cause
de l'obstination patronale.

Lire page 3

Depuis un mois, les
agents de l'Assistance
publique-Hôpitaux de
Marseille sont mobilisés.

Lire page 6

La baisse des subventions
allouées par le ministère de
la Culture aux orchestres
remet en cause les missions
de service public dont
ils sont chargés.

Lire page 7

D'après les calculs de l'INSEE,
en France, **217 entreprises**
emploient à elles seules
31% des salariés.

Lire page 8

**LA LIBERTÉ DU RENARD
DANS LE POULAILLER**

Lire l'éditorial page 4



AFP/ImagForum/S.Mitroldis

AGIR événements

Une branche qui compte de
nombreuses entreprises de
moins de 11 salariés
est passée au crible:
cette semaine, la coiffure.

Lire page 9

SAVOIR pratique

Malgré la décision
du Conseil constitutionnel,
le combat contre le droit
de timbre continue.

Lire page 13

RESPIRER culture

Ils seraient trois millions
disséminés au Mali, au Niger,
en Algérie et en Libye.
Petite histoire des Touaregs,
l'un des derniers peuples
nomades.

Lire page 15



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

LA LIBERTÉ DU RENARD DANS LE POULAILLER

La Commission européenne n'en rate pas une. Dans un rapport récemment publié elle appelle à une plus grande flexisécurité. Cela passerait par exemple, selon elle, par une flexibilité du montant du SMIC en fonction de la situation économique. En clair, le SMIC pourrait augmenter ou baisser! Cela rejoint la démarche initiée par le gouvernement et soutenue par le patronat des «accords compétitivité-emploi», fraîchement rebaptisés de sauvegarde de l'activité et de l'emploi. C'est-à-dire, rappelons-le, la faculté, par accord majoritaire (à 50%), de baisser concomitamment la durée du travail et les salaires pour un hypothétique maintien de l'emploi. À noter au passage: ces accords seraient temporaires, mais les salariés qui les refuseraient seraient définitivement virés. Nous disons virés car le patronat se refuse à employer le terme de licenciement, craignant vraisemblablement qu'une confédération comme Force Ouvrière ne dépose plainte au BIT relativement au non-

respect de la convention 158 sur le licenciement. Mais quelle que soit l'appellation, aux termes de cette convention, toute rupture initiée par l'employeur est un licenciement. Comme nous l'avons déjà dit, il n'est pas question pour Force Ouvrière de rentrer dans cette logique et les syndicats qui s'y risqueraient ne feraient rien d'autre que confectionner la corde pour pendre les salariés! En France comme ailleurs et au niveau européen lui-même, il est plus que temps de sortir de la logique suicidaire d'austérité. C'est ce que nous réaffirmerons notamment à l'occasion du 1^{er} Mai 2012, journée de revendication et de solidarité internationale. Il faut tordre le cou à l'idée selon laquelle la libre concurrence doit tout régler. D'abord parce qu'elle n'existe pas. Ensuite parce que la concurrence non encadrée et réglementée c'est la liberté du renard dans le poulailler. Enfin parce qu'il n'appartient pas à l'entreprise de régenter la société. Un exemple d'actualité est celui de la téléphonie mobile. L'octroi à Free d'une quatrième licence, au nom du consommateur et de la concurrence, pénalisera *in fine* les salariés, les consommateurs et l'État sur les rentrées fiscales.

À terme, ce sont par exemple au moins 30 000 emplois qui sont menacés en France. Nous avons d'ailleurs évoqué ce dossier avec nos camarades marocains, puisque dans la filiale marocaine de Free (centre d'appels) une grève a éclaté. Alors, à l'heure où la campagne électorale présidentielle bat son plein, il serait important que les responsables politiques conjuguent effectivement volontarisme et action pour préserver la démocratie et la République, et pour assurer le progrès économique et social. Nous ne commenterons pas les résultats du premier tour des élections présidentielles, sauf à relever un bon taux de participation et le fait que ce que l'on pourrait qualifier de votes protestataires (d'expressions diverses) représente un tiers des suffrages exprimés. En ce qui nous concerne, nous saurons rappeler au futur gouvernement nos positions, dont notre refus de l'austérité, conjuguant analyses, revendications et, si nécessaire, action. Dans tous les cas, Force Ouvrière saura prendre ses responsabilités, en toute liberté et indépendance.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Logement:
Menaces sur l'hébergement social.

Page 3

Flexibilité:
Contrats compétitivité-emploi: patronat et gouvernement devront attendre.
Flexisécurité: La Commission européenne a de la suite dans les idées.

Page 4

La liberté du renard dans le poulailler, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Automobile: «Il faut arrêter de dire que PSA Aulnay va fermer.»
Monument: La gestion de la tour Eiffel mise en cause.

Page 6

Hôpitaux de Marseille: Le bras de fer se poursuit.
Masterisation: La réforme Chatel continue de faire l'unanimité contre elle.

Page 7

Culture: Les orchestres touchés à leur tour par la crise.
Réforme: Tour de vis sur les aides de l'État à la presse.

Page 8

Entreprises: Comment le poids des grands groupes a gonflé.
CAC 40: Les grandes entreprises championnes des restructurations.

Page 9

Élections dans les Très petites entreprises: FO passe au peigne fin les revendications de la coiffure.
Laurent: «Il n'y a pas de lien entre le bien-être des employés et la rentabilité d'un commerce.»

SAVOIR

Page 13

Les droits:
Droit de timbre: la QPC rejetée... mais le combat continue.
Consommation:
Prions! Les farines animales reviennent.

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Les derniers peuples nomades:
Les révoltes des hommes bleus.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
La rigueur aveugle dépasse les borgnes.

Page 16

Une sélection de livres.
Expositions: La Nuit européenne des musées: l'art de s'amuser.

MONTRER

Pages 17 à 19

La vie quotidienne en Grèce à l'heure de la crise.

/ AFFICHE

Pages 10 et 11

Affiche du 1^{er} Mai 2012.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

La justice manque de moyens, réduisons les justiciables... Dénoncé maintes fois dans ces colonnes, le droit de timbre de 15 euros instauré pour accéder aux tribunaux, y compris les prud'hommes, décidé à l'été 2011, ne peut qu'un peu plus dissuader les éventuels plaignants. Et cela alors que la société connaît un accroissement

très net de la judiciarisation, c'est-à-dire le recours à l'arbitrage des juges. Pourtant, la Cour constitutionnelle n'en vient pas moins d'estimer que cette taxe n'entraîne pas de rupture de l'égalité dans l'accès à la justice, droit inscrit à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

DROIT DE TIMBRE: LA QPC REJETÉE... MAIS LE COMBAT CONTINUE

Une contribution de 35 euros par instance, destinée à financer la réforme de la garde à vue, a été instituée par la loi de finances rectificative du 29 juillet 2011 (*loi n°2011-900, art.54; voir InFOjuridiques n°75, «Le retour du droit de timbre»*). Cette contribution à l'aide juridique est exigée pour toute instance introduite en matière civile, commerciale, prud'homale, sociale, rurale ou administrative. Elle est due tant devant le conseil de prud'hommes qu'en appel ou en cassation. Dernièrement, la Cour de cassation a jugé qu'elle s'appliquait également en matière de contentieux relatif aux élections professionnelles (*Cass. soc., 28 mars 2012, n°11-61180*).

Dès le début, nous nous sommes élevés contre cette nouvelle mesure. Nous écrivions que le droit fondamental d'agir en justice est une question de liberté et de dignité, et que la taxation de ce droit en constitue une restriction injustifiée et disproportionnée. Nous dénoncions une atteinte inacceptable à l'égalité d'accès à la justice et au droit à un procès équitable.

La critique de ce nouveau dispositif nous avait conduit à soulever, tant devant les juridictions civiles qu'administratives, une question prioritaire de constitutionnalité (QPC).

Le 13 avril 2012, le Conseil constitutionnel vient de rendre sa décision sur notre QPC soulevée devant le Conseil d'État (*décision n°2012-231/234*). Il juge conforme à la Constitution la contribution de 35 euros pour l'aide juridique. Il note que le législateur a poursuivi des buts d'intérêt général en introduisant ce droit de timbre: «Le législateur a entendu établir une solidarité financière entre les justiciables pour assurer le financement de la garde à vue résultant de la loi du 14 avril 2011 et, en particulier, le coût résultant, au titre de l'aide juridique, de l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.»

Il relève que le législateur a défini des exemptions en faveur des personnes bénéficiant de l'aide juridictionnelle, ainsi que pour certains types de contentieux, pour lesquels il a estimé que la gratuité de l'accès à la justice devait être assurée. Eu égard à son

montant et aux conditions dans lesquelles elle est due, la contribution pour l'aide juridique ne porte ainsi pas «une atteinte disproportionnée au droit d'exercer un recours effectif devant une juridiction ou aux droits de la défense».

Concernant la question de la rupture de l'égalité devant les charges publiques, le Conseil constitutionnel souligne que le législateur a fondé son appréciation sur des critères objectifs et rationnels; qu'il a pris en compte les facultés contributives des contribuables assujettis au paiement de ce droit, de sorte que cette contribution n'entraîne aucune rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques. Malgré le rejet de notre QPC, nous continuons le combat juridique contre cette mesure devant le Conseil d'État et la juridiction prud'homale. En cas de rejet de nos différents recours internes, nous nous réservons le droit de saisir la Cour européenne des droits de l'homme pour violation de l'article 6 § 1 de la CEDH. La QPC portée devant la Cour de cassation est, quant à elle, toujours pendante. La

Cour de cassation devrait rendre sa décision vers le 9 juin. Nous vous tiendrons informés des suites données à cette affaire.

QPC

Question prioritaire de constitutionnalité. Permet à tout citoyen, lors d'un procès, de faire vérifier tout d'abord par le Conseil constitutionnel la conformité à la Constitution d'une disposition législative.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Se prononce sur la conformité à la Constitution des lois et de certains règlements *a priori*, c'est-à-dire avant leur entrée en vigueur, et, depuis le 1^{er} mars 2010, *a posteriori*, par le biais de la QPC.

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME (CEDH)

Cour de justice qui siège à Strasbourg et instituée par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (plus connue comme Convention européenne des droits de l'homme), afin d'assurer le respect des engagements par les États ayant ratifié cette Convention et ses protocoles. Ses arrêts ont force obligatoire.

PENDANTE

Se dit d'une affaire toujours en cours.

CONSOMMATION

PRIONS! LES FARINES ANIMALES REVIENNENT

Tremblante du mouton, vache folle, encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST), Creutzfeldt-Jakob et autres maladies neurodégénératives à prions (*protinaceous infectious only particle*, une protéine considérée comme le plus petit agent infectieux connu) ou agents transmissibles non conventionnels (ATNC) font leur retour dans les médias. L'occasion leur en a été donnée avec les débats déclenchés autour de l'éventuelle autorisation de l'utilisation des farines animales pour nourrir les animaux destinés à l'alimentation, une pratique interdite dans l'Union européenne et en France à la suite du scandale de la «vache folle». En effet, la Commission européenne, après en avoir ruminé le projet dès 2008, a lancé, à l'été

2010, l'idée de lever cette interdiction en ce qui concerne les porcs, poissons et volailles. Principaux motifs invoqués: l'apparition d'un nouveau type de farines animales et la diminution de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, maladie de la vache folle) chez les bovins. En France, le Conseil national de l'alimentation (CNA) et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (ANSES) ont été chargés de plancher sur le sujet. Et ont délivré deux avis opposés. Alors que la seconde s'y était montrée défavorable, le 16 novembre 2011, le premier s'est déclaré, le 2 décembre, pour la réautorisation partielle. Les conclusions du CNA ont été jugées «étonnantes» par ConsoFrance, dont fait partie

l'AFOC. S'élevant contre toute velléité de réintroduction de ces farines animales, désormais appelées, de manière plus présentable, protéines animales transformées (PAT), ConsoFrance a souligné, le 5 décembre dernier, qu'il n'existe à ce jour aucune garantie de l'innocuité de ces dernières, «pas plus que d'acceptabilité sociale en France de l'utilisation de ces déchets», constitués en fait de sous-produits de l'élevage animal et de la pêche, inutilisables pour la consommation par l'homme. Ce serait une nouvelle fois tenter de rouler le consommateur dans la farine.

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:

9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.

Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO
Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros.
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

4000

Le nombre de suicides chez les agriculteurs s'élevait «en moyenne» à plus de 400 par an, de l'aveu même du ministre de l'Agriculture et de la ruralité, en 2011. Soit plus d'un par jour. Et un taux trois fois plus élevé que chez les cadres, selon une enquête de l'Institut de veille sanitaire (INVS) publiée en 2010. D'après l'INSEE, le revenu moyen des agriculteurs a baissé de 6,8% en 2011, ce qui leur ferait gagner moins qu'à la fin des années 1990. Quant au chiffre leur donnant un revenu moyen de 2500 euros mensuels, il cache d'énormes disparités. Non seulement la moitié d'entre eux gagne moins de 2000 euros par mois, mais un quart gagne moins que le SMIC et 10% ont un revenu nul ou négatif. Pour la sociologue Pascale Blanc, le début des difficultés remonte aux années 1990 avec la chute des cours des produits agricoles et l'ouverture des marchés qui les a mis en concurrence avec les pays à bas coûts de production.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

MARS 2012 DU 31/03/2011 AU 31/03/2012 DU 01/01/2012 AU 31/03/2012
+0,8% +2,3% +0,88%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

1^{er} trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,37 – évolution sur un an: + 2,24%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.